SYLVAIN, Philippe et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois. Volume II : Réveil et consolidation*, tome 2 : 1840-1898. Montréal, Boréal, 1991. 507 p.

Denise Robillard

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305267ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305267ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Robillard, D. (1994). Compte rendu de [SYLVAIN, Philippe et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois. Volume II : Réveil et consolidation*, tome 2 : 1840-1898. Montréal, Boréal, 1991. 507 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(3), 453–456. <https://doi.org/10.7202/305267ar>

SYLVAIN, Philippe et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois*.
Volume II: *Réveil et consolidation*, tome 2: 1840-1898. Montréal,
Boréal, 1991. 507 p.

Cette tranche de l'ouvrage de synthèse de l'histoire du catholicisme québécois était très attendue. Le fait qu'elle ait été confiée aux pionniers de l'histoire religieuse du Québec que sont les Philippe Sylvain et Nive Voisine a sans doute ajouté à l'impatience de la voir publiée et aux attentes...

Ce tome fait suite à un premier portant sur la période du Régime anglais et du premier tiers du XIX^e siècle, signé Lucien Lemieux (*Les années*

difficiles, 1760-1839). En onze chapitres, L. Lemieux y avait traité de l'attitude de l'Église devant les nouveaux maîtres, du développement de ses structures, des titulaires des diocèses et de leurs proches collaborateurs, de la vie des prêtres, de la paroisse, des écoles, des œuvres sociales, de la vie liturgique, de la spiritualité, de la morale et enfin, de l'attitude de l'Église face au nationalisme.

Il n'est pas inutile de rappeler que le dessein avoué de cette série d'ouvrages sur l'histoire du catholicisme québécois est de retracer, «depuis la Nouvelle-France jusqu'à nos jours, l'évolution de l'Église à la fois comme institution et comme communauté de fidèles» (couverture 4). Une garantie d'unité et de continuité entre des ouvrages dont le contenu est présenté par des auteurs différents.

L'ouvrage de P. Sylvain et de N. Voisine, «Réveil et consolidation», se divise en deux parties. P. Sylvain traite la première en 200 pages, le réveil religieux (1840-1870); N. Voisine la deuxième en 242 pages, un régime de chrétienté (1871-1898). L'avant-propos a la précaution d'avertir que le premier «s'est arrêté davantage aux conflits doctrinaux» et qu'il retrace les étapes du renouveau religieux «à partir de la matière de ses longues recherches sur l'antagonisme libéral-ultramontain et sur l'histoire de l'Université Laval». Quant au deuxième, il traite des pratiques, dévotions, prédications, missions, bref, il reste fidèle au plan adopté dans le premier tome, et «complète et élargit l'analyse» de la première partie.

En soi, l'exposé de P. Sylvain se dévore comme un roman. Il séduit et fascine par son érudition, par la maîtrise et la compréhension du sujet dont il fait preuve, par le chatolement de la langue aussi. On lui sait gré, par exemple, de ramener à une perspective plus juste l'influence du fougueux prédicateur français Forbin-Janson, initiateur ici des missions à grand spectacle. Il pose des jalons pour une interrogation sur l'influence qu'il a exercée sur les prêtres témoins de ces manœuvres spirituelles et qui s'en sont inspirés par la suite dans leur activité pastorale. Car si explosif qu'ait été l'impact de l'orateur étranger sur les foules, son influence aurait été éphémère sans le relai des prêtres de paroisse qui ont poursuivi l'œuvre des retraites. Les témoignages cités (p. 37 et 62) sont éloquents, comme celui du jésuite Rémi Tellier, curé de Laprairie quelques années après le départ de Forbin-Janson (1844-1846), qui réussit à transformer la physionomie de cette paroisse grâce à la retraite.

P. Sylvain fait place, à côté du développement de l'histoire des idées au cours de la période 1840-1870, aux moyens — institutions et personnes — qui serviront à affermir l'influence de l'Église: bibliothèques, organismes de bienfaisance et d'éducation, congrégations religieuses françaises. Il s'intéresse aussi au développement des structures et de l'université: création de la province ecclésiastique de Québec et état des diocèses de Québec et de Montréal, fondation de l'Université Laval.

Il montre bien que le clivage entre tenants de l'ultramontanisme et du libéralisme ne se répartit pas comme le veut un cliché éculé entre clercs et laïcs, mais plutôt entre tenants, laïcs et clercs dans les deux camps, de

définitions divergentes de certains concepts, en particulier celui de libéralisme. La clarté de la présentation permet de mieux saisir la complexité des luttes idéologiques et politiques qui, sous couvert religieux, vont pourrir le climat du Québec pendant tout le reste du XIX^e siècle.

Il faut regretter que le réveil religieux ait été réduit à l'implantation de la pensée ultramontaine et qu'on ne fasse allusion à l'évolution socio-économique qui va donner lieu aux entreprises de colonisation dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean au début et tout au long de la période étudiée. Un aperçu du développement de la vie paroissiale, de l'évolution de la population en général et des effectifs du clergé en particulier, des pratiques pastorales, de l'action des organismes faisant appel à la collaboration des laïques, aurait permis de faire état non seulement de l'évolution des élites mais aussi de l'évolution de la société et des comportements de l'ensemble de la population, comme aussi de mesurer l'impact de cette pensée dans ce milieu. La création des diocèses d'Ottawa (1847), de Saint-Hyacinthe (1852) et de Trois-Rivières passe aussi inaperçu.

Dans la deuxième partie, N. Voisine tente bien de combler certaines lacunes, mais il pouvait difficilement le faire autrement que sous forme de rappels généraux. En passant de la mouvance de M^{gr} Bourget à celle de M^{gr} Taschereau, nommé archevêque de Québec en 1870 et destiné à devenir le premier cardinal du pays, le leadership de l'Église du Québec passe de Montréal à Québec et l'influence de l'ultramontanisme se transforme. L'Église se situe également dans un cadre politique nouveau, celui de la Confédération (1867) qui suscite une révision des structures ecclésiastiques et entraîne le développement séparé des Églises d'expression française et anglaise. Diocèses et paroisses se multiplient et le leadership épiscopal est relayé par «le travail incessant d'un personnel clérical de plus en plus nombreux et de mieux en mieux formé» (p. 205).

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, les évêques vont tenter d'inscrire dans la réalité socio-politique les conséquences du principe de la suprématie de l'Église sur l'État. Une conviction et des efforts qui donneront lieu à de pénibles querelles jusque devant les tribunaux. Des querelles et des divergences qui divisent à ce point l'épiscopat lui-même que Rome enverra trois délégués apostoliques: Conroy (1877-1878), à la demande aussi bien des ultramontains que des libéraux, clercs et laïcs; Smeulders (1883-1884), dont la mission «s'achève en queue de poisson»; Merry del Val (1897), au sujet des écoles du Manitoba.

Le troisième chapitre portant sur le clergé et le personnel religieux comble en partie les lacunes de la première partie en faisant état de l'évolution numérique du clergé (zèle et degré d'instruction), de la vie et de la spiritualité des prêtres responsables de paroisses rurales ou urbaines. Les trois chapitres suivants s'intéressent à la vie de la communauté paroissiale et aux activités d'enseignement et de spiritualité destinées à entretenir sa ferveur: le catéchisme, avec le relai des parents et de l'école; la prédication, mais aussi la tradition orale, véhicule d'une tradition populaire et de ses pratiques collectives, cette «*terra incognita* pour l'historiographie canadienne du XIX^e

siècle», comme le note N. Voisine. Sans oublier l'influence d'un autre relai, celui des journaux et des publications catholiques.

Enfin, les trois derniers chapitres s'intéressent à l'attitude de l'Église face à la politique (chap. VII), à l'éducation et à la culture (chap. VIII), à l'émigration, à l'industrialisation, à la colonisation et aux missions (chap. IX). Durant ces décennies, l'épiscopat recherche une unité de pensée et tente de définir une doctrine commune et des principes de droit (lettre pastorale et circulaire au clergé du 22 septembre 1875) qui empruntent beaucoup à l'ultramontanisme: la prééminence de l'Église sur l'État et son droit d'intervenir à ce titre en politique. Repris par la suite, ces principes auront du mal à s'imposer partout. Comme le fait observer N. Voisine, «l'élément radical [du parti libéral], le rougisme, avait été marginalisé dès les années 1860, mais conservateurs et ultramontains n'avaient jamais voulu le reconnaître». Ils poursuivent, avec autant d'ambiguïtés que d'excès, une offensive antilibérale qui a finalement entraîné leur discrédit.

Deux chefs politiques charismatiques, Laurier à Ottawa et Mercier à Québec, auront une influence prépondérante sur celle de l'épiscopat. Au point qu'en 1897, Laurier obtient de Rome, contre le désir des évêques, l'envoi d'un légat anglophile, Merry del Val, et que le Vatican impose le silence aux catholiques canadiens tout en reconnaissant l'iniquité des lois du Manitoba et l'injustice du règlement Laurier-Greenway. Ce que des journaux n'ont pas manqué de considérer comme une défaite et une perte d'influence du clergé (p. 395).

Mais au Québec, l'appréhension du laïcisme et de la franc-maçonnerie d'une part, la maladresse politique de l'autre, paralysent ou brouillent les tentatives de réforme scolaire. Elles conduisent à une surveillance accrue des lieux de production culturelle et même à sa mise en tutelle, sous prétexte de «protéger mieux encore la religion et la société». Ces convictions vont inspirer également l'attitude face à l'émigration, à l'industrialisation, à l'urbanisation, ainsi qu'à la colonisation, considérée comme leur remède et correctif.

Il faut savoir gré aux auteurs d'avoir récusé certains jugements sans nuances portés jusque-là relativement au «contrôle absolu» que l'Église aurait exercé, un contrôle qu'elle a dû «mesurer aux idées de progrès, d'harmonie et de liberté prêchées par un courant libéral important». Elle n'en a pas moins réussi à faire subsister la société québécoise «en tant que société religieuse» jusqu'à faire de ce caractère «sa conscience de soi et sa différence» (Fernand Dumont).